

L'UE et son totalitarisme insupportable.



Article rédigé par *Philippe Carhon*, le 27 juin 2016

[Source : Salon Beige]

L'UE fait preuve (encore une fois) d'un totalitarisme insupportable.

Le Royaume-Uni a décidé de sortir de l'Union européenne pour respecter le résultat du référendum, qui reste une consultation interne.

Les modalités et le tempo pour déclencher l'article 50, prévu dans le traité de Lisbonne pour permettre à un pays membre de sortir de l'UE, relève des autorités du Royaume-Uni. **Les technocrates de Bruxelles, qui ne supportent visiblement pas la liberté et la souveraineté des pays membres**, veulent dicter leur loi :

"Le Premier ministre démissionnaire du Royaume-Uni l'avait pourtant annoncé dès son discours de défaite vendredi matin, alors que son pays avait voté à 51,9% en faveur d'une sortie de l'UE : **ça ne sera pas à lui de déclencher la procédure de sortie grâce à l'activation de l'article 50 du traité sur l'Union européenne. La lourde charge reviendra à son successeur, qui sera désigné par les conservateurs avant l'automne.** A Londres, on craint en effet le déclenchement d'une procédure *"qui fait pencher la balance des négociations en faveur de l'UE"* estime The Economist.

Pourtant à Bruxelles, on n'apprécie guère que Londres ose encore une fois fixer les règles du jeu. Dès vendredi, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker avait exhorté le pays **"à lancer les démarches de sortie immédiatement"**, explique France 24. "Ce n'est pas un divorce à l'amiable, mais après tout ce n'était pas non plus une grande relation amoureuse", a-t-il asséné dans la foulée. **"Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement britannique a besoin d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour décider si oui ou non il envoie la lettre de divorce à Bruxelles. J'aimerais l'avoir immédiatement"**, a-t-il également déclaré [Le Point].

Martin Schulz, président du Parlement européen, a lui souhaité qu'une demande formelle soit déposée par M. Cameron mardi à Bruxelles, dans le cadre du Conseil européen extraordinaire qui réunit l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE (...)"

Boris Johnson, membre des conservateurs et ancien maire de Londres, pourrait devenir 1er ministre en tant que chef de file des pro-Brexit de son parti. Il prend à contre-pied la commission européenne et se permet **un rappel géographique utile à ceux qui confondent de manière délibérée**, campagnes électorales après campagnes électorales depuis 30 ans, **Europe et Union européenne** :

"Je ne soulignerai jamais assez que la Grande-Bretagne fait partie de l'Europe, et en fera toujours partie. Il y aura toujours une coopération européenne intense et qui s'intensifiera dans de nombreux domaines: arts, sciences, universités, protection de l'environnement (...)"

Le seul changement - et il ne viendra pas dans la précipitation- c'est que le Royaume-Uni va s'extraire du système de législation incroyable et opaque de l'UE.

Les droits des citoyens européens vivant dans ce pays seront pleinement respectés et il en sera de même pour ceux des Britanniques vivant dans l'UE."